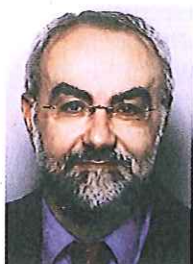


Noir c'est noir

Les informations financières qui filtrent du domaine sportif paraissent souvent incohérentes, sauf pour celui qui connaît le dessous des cartes et notamment la place grandissante de l'argent sale dans le sport.



Noël Pons est conseiller au Service Central de Prévention de la Corruption (SCPC). Sorte d'observatoire des fraudes sous la dépendance du Ministre de la Justice, le SCPC tient, notamment et depuis sa création en 1993, le sport dans sa ligne de mire. A l'époque,

on craignait surtout des détournements de fonds pour des financements politiques. Aujourd'hui, ce sont plutôt les liens avec le crime organisé qui inquiètent les responsables.

On parle de plus en plus d'argent sale dans le sport. A tort ou à raison?

Lorsqu'on parle d'argent sale, on confond souvent deux choses: le blanchiment d'argent et les caisses noires. Ce n'est pas pareil. En gros, le blanchiment consiste à introduire, dans les finances officielles d'une institution, des fonds provenant d'activités illicites: drogue, trafic d'armes, prostitution, vols, etc. Les caisses noires servent, au contraire, à sortir des fonds légitimes vers une destination illégitime. Cela revient en somme à constituer une réserve d'argent occulte à partir d'un flux légal.

Quelles sont les situations les plus courantes?

Tout est possible. Disons que la nature des fraudes dépend surtout du pays et de son environnement légal. Dans certaines zones géographiques, notamment à l'Est et dans les pays d'Amérique du Sud, les contrôles sont laxistes, voire inexistantes. Les méthodes les plus primaires de corruption peuvent alors être mises en place sans risques: on file des enveloppes ou des mallettes de billets aux joueurs, aux officiels, ou alors on verse carrément l'argent sur le compte du club. Ce ne serait pas possible chez nous. Ce qui ne veut pas dire que la fraude n'existe pas. Simplement les fraudeurs disposent de moyens plus sophistiqués. Ils utilisent des sociétés écran situées dans des paradis fiscaux. Vous savez, le sport n'est pas très différent des autres sphères de la société.

Comment s'y prendre pour constituer une caisse noire?

Il existe différents moyens. On se souvient que, par le passé, la mise en place d'une double billetterie fut à l'origine de plusieurs scandales. A l'époque, les places n'étaient pas encore numérotées dans les stades. Il était donc facile de dupliquer les souches de billets déjà vendus et de les remettre sur le marché, ce qui générait des recettes non déclarées pour alimenter la caisse noire.

Ce n'est plus possible aujourd'hui?

Non, je ne crois pas. Pour des raisons de sécurité, on a généralisé la numérotation des places. Du coup, on ne peut plus vendre deux fois le même ticket. Cela me paraît difficile désormais de faire encore de l'argent noir avec la billetterie. En revanche, on peut facilement utiliser ce moyen pour blanchir de l'argent sale. Avant un match, il suffit d'émettre un nombre très élevé de billets et d'affirmer ensuite que l'on a tout vendu. Dans la réalité, le stade comptera quelque 20.000 spectateurs de moins que le nombre de billets vendus. La recette est complétée avec de l'argent sale qui intègre officiellement les finances du club.

Comment détecter ce genre de fraude?

On peut recenser les gens dans le stade... Vous imaginez le travail! Une autre

méthode, plus triviale et néanmoins efficace, consiste à contrôler la recette lors du dépôt en banque. Le constat de la présence anormale et importante de grosses coupures, alors qu'en général ce sont des coupures d'une valeur moyenne qui servent à payer les places, fait suspecter l'introduction de fonds à blanchir. On peut alors émettre des doutes sur l'origine de l'argent.

Le transfert des joueurs permet-il également ce genre de malversations?

Bien sûr. On retrouve là des montages calqués sur celui des manipulations boursières. Imaginons la situation d'un joueur dont le transfert vaut officiellement 5 millions d'euros. En réalité, la transaction s'effectue sur 7 millions d'euros et on s'arrange pour se partager la différence entre les bénéficiaires: agents, dirigeants, voire le club lui-même qui se constitue ainsi une caisse noire. En fait, tout contrat qui minore la valeur d'un joueur est suspect. Aussi les fraudeurs se donnent-ils la peine de brouiller les pistes. Il arrive qu'on organise des véritables campagnes de presse. Trois mois avant la vente, on demande à un ou plusieurs journalistes complices et influents d'émettre des réserves sur la valeur du joueur en question pour justifier un prix de vente anormalement bas. Tout le monde s'extasiera



La double billetterie remplit les caisses, pas les tribunes

ensuite en voyant ce même joueur briller de tous ses feux dans son nouveau club.

Vous avez d'autres exemples de constitution de caisses noires?

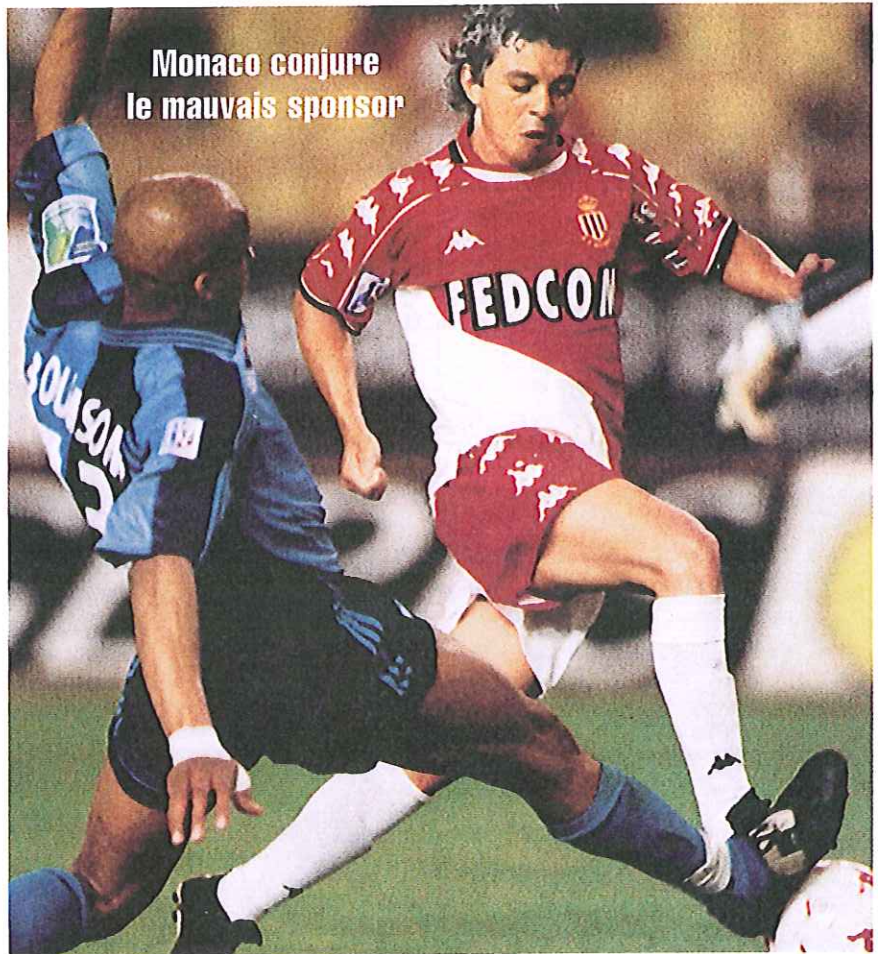
Malheureusement, cela ne manque pas. Je pense à tous ces clubs qui possèdent des sections amateur pour lesquelles des subventions peuvent être versées. Au bout du compte, on s'aperçoit que l'argent est utilisé d'une tout autre manière. C'est ce que, dans le jargon, on appelle un "syphonnage". Il y a également ces contrats dits "de location avec possibilité d'achat". On stipule, avec un club ou un intermédiaire, l'achat d'un joueur à un an, deux ans. On verse la somme prévue pour valider l'option, mais une clause du contrat précise que, si d'ici à l'échéance, la vente n'est pas effective, le club acquéreur récupère l'argent. Bien sûr, on se sera arrangé au préalable avec le club, via une société tierce dans un paradis fiscal, pour que l'argent soit repartagé et qu'il alimente les caisses noires.

Où est l'avantage pour les clubs de se constituer une caisse noire?

D'abord, on peut puiser dedans sans rendre de comptes. Certaines liquidités sont ainsi détournées à titre personnel, et ce d'ailleurs à tous les niveaux de l'organigramme. Cela peut être un entraîneur dévoyé, un agent perversi, un président perdu. Il suffit de posséder la signature. Ces fonds peuvent également être utilisés pour tout ce qui n'est pas légal. Des caisses noires peuvent servir, par exemple, à rémunérer directement ou indirectement des individus qui disposent d'un grand pouvoir dans une situation donnée. Cela recouvre tout ce qui relève du système classique de corruption depuis le petit cadeau d'avant-match jusqu'à des réseaux organisés. Une bonne méthode pour suspecter de tels agissements consiste à analyser le train de vie d'un personnage douteux avant et après son entrée dans le système. On regarde tout: depuis la Rolex en or jusqu'à l'acquisition de châteaux. Les constats peuvent être désolants!

Les caisses noires servent-elles aussi aux joueurs?

Bien sûr, les clubs puisent parfois dedans pour payer des primes occultes lors des transferts ou en fonction des résultats. Cela permet aussi de manipuler les salaires. On fixe un taux de rémunération assez bas pour réduire artificiellement la masse salariale, mais on verse de gros "extras" aux joueurs. La caisse noire peut aussi avoir une utilité non négligeable pour financer une pharmacie illicite, un commerce de produits dopants ou d'autres



Monaco conjure le mauvais sponsor

achats qui ne peuvent évidemment pas apparaître dans la comptabilité du club. **Jusqu'à présent, on a envisagé le problème sous l'angle sportif. Mais qu'est-ce qui pousse des sociétés douteuses à investir dans le sport, surtout compte tenu des risques inhérents à une surexposition médiatique?**

Là encore, tout dépend des zones où vous opérez. Dans certains pays d'Amérique du Sud, il existe des liens très forts entre le sport professionnel et l'argent de la drogue. Les gros trafiquants investissent dans des équipes de foot. Ils font construire des stades avec leurs propres entreprises de bâtiment. Ils achètent des joueurs par le biais de présidents de clubs qui sont, en réalité, les hommes de paille des cartels. Ils arrivent ainsi à tout contrôler. Même les résultats! En disposant d'une influence sur les réactions de la foule, ils exercent ainsi des pressions sur le gouvernement local. Tout cela relève de la manipulation classique.

Et chez nous?

Chez nous, c'est plus discret. On entre progressivement dans le club par le biais du sponsoring ou par une participation de capital. On peut s'arranger ensuite pour ventiler l'argent sale sur des comptes dans

les paradis fiscaux. Il suffit pour cela de racheter une société qui servira pour l'opération de parrainage. Là, il y a au moins deux écrans qui empêchent d'identifier l'origine réelle des fonds. La société en question sera difficilement identifiable comme "blanchisseuse", puisque ses ressources sont déjà blanchies.

Quel est l'intérêt de choisir le sport plutôt que d'autres circuits de blanchiment d'argent comme le leasing back-to-back(*) ou la déclaration de revenus fictifs()?**

Le sport permet de traiter de gros montants sans trop de pertes. Il faut savoir que l'opération de blanchiment d'argent coûte souvent jusqu'à 45 voire 50% de la somme; ce qui n'est pas trop grave puisque, vous vous en doutez, il n'y a pas beaucoup d'autres charges qui pèsent sur ces revenus frauduleux. Le sport présente aussi des avantages qui flattent l'ego de

(*) Il s'agit d'un système par lequel une banque consent un crédit sur base d'un dépôt dans une filiale à l'étranger. Cela revient en somme à se prêter de l'argent à soi-même avec la complicité d'établissements financiers.

(**) C'est le système classique où l'on déclare des recettes inexistantes pour blanchir de l'argent sale.

certain. On passe à la télé, on s'exprime dans les journaux. Il est des pays où cela suffit pour donner un accès direct au pouvoir. Il ne faut pas oublier qu'un club, c'est aussi une ville; qu'une ville, c'est une région et de gros marchés sont passés par ces entités.

Que vous inspire cette réflexion d'un président de club de football français: "Il est hors de question qu'on fasse de l'investigation pour savoir qui sont nos sponsors: autrement, on va avoir du mal à s'en sortir"(*)

De fait, rien n'oblige les clubs à effectuer une enquête financière pour connaître l'activité de leurs sponsors. D'un autre côté, ils

s'exposent alors à un sérieux déficit d'image, surtout si des infractions pénales sont mises en évidence. De plus, un sponsor doit, en principe, accompagner le club sur la base d'objectifs et d'une stratégie commune à long terme. Avec un sponsor douteux, on court un grand risque qu'il ne tienne pas ses engagements ou, pire encore, qu'il entraîne le club dans la mise en place de méthodes dommageables(**).

Mais comment savoir?

Tant qu'il n'y a pas eu d'infraction, on ne dispose évidemment d'aucune base pour réfuter un sponsor. Bien entendu, le club peut chercher à obtenir des informations

sur son client, comme le ferait n'importe quel chef d'entreprise. Il existe des services de sécurité ou des organismes de renseignements privés qui peuvent lui

(*) La déclaration est de Christophe Bouchet, président de l'Olympique de Marseille, interrogé à propos de l'investissement de Khalifa Airways dans son club (*L'Equipe-Magazine*, 25 janvier 2003). Les déboires récents de cette société laissent penser qu'il a peut-être eu tort...

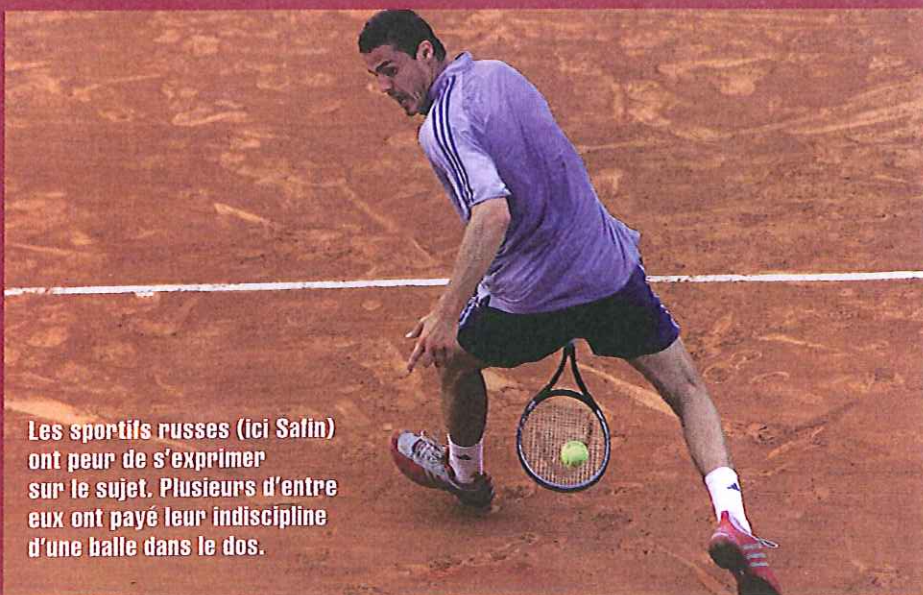
(**) Ces raisons ont poussé l'AS Monaco, en décembre dernier, à refuser la prise en mains du club par le sponsor maillot, Fedcominvest, société russe d'investissements, quelques jours après que le député François d'Aubert eut publiquement dénoncé une transaction douteuse.

>> LE DÉCLIN DE L'EMPIRE SOVIÉTIQUE

L'intérêt des mafieux russes pour le sport est apparu sous le feu des projecteurs en août 2002 lorsque le FBI révéla l'implication et les méthodes téléphoniques d'un certain Tokhtakounov, homme d'affaires ouzbek surnommé le Tainanais, dans les épreuves de patinage des JO de Salt Lake City. La médaille d'or décrochée par le couple Peyzerat-Anissina en danse sur glace aurait été octroyée par le biais d'un petit truchement d'intérêts. Et puis surtout, ce scandale du "skategate" (petit clin d'œil au "Watergate") dévoilait une réalité sordide en toile de fond du sport-spectacle. Tout remonte en fait à l'écroulement du système soviétique en 1989. Le sport russe se trouve alors confronté à de sérieux problèmes financiers. Pour combler les déficits, un Fonds National du Sport est créé qui sera alimenté par les taxes sur les alcools et les cigarettes. Sur le plan éthique, ce montage surprend un peu. En résumé, on table sur le fait que les gens boivent et fument le plus possible pour renflouer les caisses. Mais il n'y a pas que cela. Très vite, on constate les conséquences tragiques qui découlent de l'implication d'individus très peu scrupuleux au centre de ce commerce. Il s'agit effectivement d'une petite coterie qui entretient des liens très étroits avec les milieux criminels et qui s'empresse de mettre la main sur les dernières richesses héritées de l'empire soviétique. Ce partage fournit l'occasion de nombreux règlements de comptes. Les sportifs russes, alors sans ressources, servent parfois de gros bras, en particulier, les anciens biathlètes qui, comme chacun sait, sont d'excellents tireurs. Certains champions deviendront ainsi des caïds de la mafia. D'autres paieront au contraire un lourd tribut à cette crise. Près de 400 sportifs de très haut niveau et 1000 sportifs de haut niveau sont assassinés: athlètes, haltérophiles... On ne pourra s'empêcher non plus de penser au nageur Alexander Popov, poignardé en plein jour

dans une rue moscovite. Ceux qui refusent l'exil doivent composer avec les nouveaux dirigeants. Derrière chaque champion plane désormais l'ombre de ceux que l'on désigne pudiquement comme des "hommes d'affaires" sans jamais préciser le type d'affaires auquel ils se livrent. On se souvient de la photo de Tokhtakounov, hilare sur un canapé, au milieu de ses amis Kafelnikov, Medvedev, Safin, tous des joueurs qui, faut-il le préciser, s'entraînent à Marbella, station balnéaire andalouse où l'on parle beaucoup le russe et dont le maire n'est autre que Jesus Gil, le sulfureux président de l'Atletico Madrid. Qu'attendent ces hommes d'affaires en retour de ces grands sportifs? Mystère. Pour le savoir, il faudrait dénouer les liens étroits qui unissent sport, mafia et politique. On sait par exemple que l'homme à l'origine du projet sur les taxes de l'alcool et des cigarettes n'est autre que Chamil Tarpichev, ex-professeur de tennis de Boris Eltsine et actuel capitaine de l'équipe de Russie, ce qui explique peut-être la présence de l'ancien

président russe en France lors de la dernière finale de la Coupe Davis. Tarpichev fut également ministre des Sports en 1993, à une époque où 1,8 milliard de dollars fut collecté au sein d'associations sportives pour financer la campagne présidentielle de Eltsine. Elu à la présidence, celui-ci leur offrit en retour une exemption de taxes pour l'importation de produits occidentaux. Les clubs sportifs se transformèrent aussitôt en sociétés d'import-export, sans pour autant avoir fait la preuve d'un quelconque savoir-faire dans ce domaine. L'effondrement de ce système coûta très cher à certaines sociétés occidentales et fut vraisemblablement une des causes de la faillite de Moulinex. Bref, le sport russe se trouve désormais la proie d'individus qui, derrière les sourires, ont véritablement instauré un régime de terreur. Interrogée sur Tokhtakounov, la belle Anna Kournikova a refusé de s'exprimer. "Je voudrais pouvoir retourner en Russie", a-t-elle expliqué.



Les sportifs russes (ici Salin) ont peur de s'exprimer sur le sujet. Plusieurs d'entre eux ont payé leur indiscipline d'une balle dans le dos.

fournir ce genre d'informations. Il suffit parfois de collationner les coupures de presse pendant des années, tenir compte de toutes les condamnations infligées à la société, des enquêtes diligentées contre elle. Ensuite, le club saura à quoi s'en tenir. Evidemment, il reste libre de suivre ou non les avis des analystes, s'ils sont défavorables.

Ont-ils vraiment le choix?

Bien sûr, c'est difficile. Ils doivent répondre à une série de questions pour déterminer ce choix: "s'agit-il de notre seul sponsor?", "si nous faisons l'impasse sur lui, pourra-t-on lui trouver un remplaçant? Et, à défaut de remplaçant, pourrions-nous survivre avec un déficit?"

Cette situation est-elle courante en France?

Disons que c'est sans doute plus difficile d'injecter des fonds d'origine douteuse en France que dans d'autres pays, tout simplement parce que les comptes des entreprises doivent être déposés et qu'ils sont soumis à un certain nombre de contrôles qui, pour être classiques, n'en sont pas moins récurrents: commissaires aux comptes(*), audits internes et externes. De plus, les fédérations ont un devoir de contrôle spécifique sur les institutions sportives(**).

Le sponsoring sportif offre-t-il d'autres mannes pour les fraudeurs?

Bien sûr. Un sponsor peut déboursier de grosses sommes d'argent dans un club - disons 100 millions d'euros - dans le but véritable d'en récupérer une partie sous la table. A ce moment-là, on va surfacturer la vente de joueurs. Des hommes de paille ou des sociétés-écran vont intervenir et, en sous-main, les différences seront reversées au parrain, avec la complicité du club. Pour mettre au jour ces arrangements illicites, il faut retrouver la trace des personnes qui avaient le pouvoir de signature dans les clubs. On s'apercevra alors que nombre d'entre elles ont créé des sociétés qui servent au transit de sommes importantes. Il existe d'ailleurs des sites qui permettent aisément de savoir ce qu'untel ou untel a fait depuis deux ans. On y rencontre un tas de noms connus.

Est-il réellement possible de dénouer les fils?

Pour cela, il faut faire systématiquement le compte des entrées et des sorties de joueurs par club et par année. Il faut aussi passer au crible les articles de presse qui mentionnent un joueur, identifier les lieux où il est adulé et ceux où il est critiqué - "massacré" entend-on parfois-. Puis analyser les types de contrats, les montants et les caractéristiques propres au



Le marché des transferts est plein de surprises. Un exemple: en juillet 2001, le joueur argentin Eduardo Tuzzio est "vendu" par San Lorenzo au Servette de Genève pour zéro franc. Il y reste trois jours, avant d'être racheté par l'OM pour la somme de 6,4 millions d'euros!

transfert. C'est la seule manière de procéder.

On a l'impression que l'on parle toujours du football.

Les sports riches sont intéressants en termes de fraudes dans la mesure où ils cumulent les avantages: les fonds traités sont importants; ils passent les frontières de manière aisée et quasiment incontrôlable; les structures, en l'occurrence les clubs, sauf quelques notables exceptions, ne disposent pas de contrôle interne digne de ce nom; selon les pays, les contrôles externes paraissent eux-mêmes souvent légers et parfois nuls, tout cela facilite une "fluidité" des montages.

Depuis quelques années, on assiste également à des synergies entre les clubs. Pourquoi?

Là encore, cela peut présenter des avantages pour celui qui voudrait échapper aux contrôles. Même si un esprit torturé se doute de quelque chose, il sera très difficile, en dehors d'une investigation fiscale et ou pénale, de démonter l'opération. Et

lorsque de telles investigations sont engagées, elles pourront durer plusieurs années. On reste assez démuné face à cela. Car on ne peut tout de même pas mettre un gendarme ou un contrôleur derrière chaque opération.

**Propos recueillis par
François-Guillaume Lorrain**

(*) Ces commissaires aux comptes sont chargés de contrôler toutes les sociétés à partir d'un certain chiffre d'affaires. Ils sont nommés par les présidents de clubs pour une période de 6 ans afin d'éviter les pressions du type de celles constatées récemment dans les scandales Enron ou Worldcom où les commissaires étaient nommés pour des durées renouvelables d'un an. Evidemment, les commissaires sont tenus de dénoncer au Procureur de la République les irrégularités qu'ils auraient éventuellement repérées lors de leurs contrôles.

(**) En football, les clubs subissent des contrôles de la part de la DNCG (Direction Nationale de Contrôle de la Gestion). En cas de déficit trop important, ils s'exposent à des sanctions (restrictions en matière de recrutement) ou même, pour les cas les plus graves, à des rétrogradations.